

Les Ayatollas de gauche et de droite considèrent que le libéralisme est responsable de tout ce qui ne va pas

Les intellectuels et de nombreux hommes politiques n'aiment pas le libéralisme, ils le rejettent par principe car ils entendent exercer une fonction critique dans une société où, contrairement à leurs attentes, triomphe presque partout le libéralisme économique. C'est pourtant en appliquant ses recettes que le niveau de vie de milliards d'hommes, surtout en Chine, a pu s'améliorer considérablement. Partout d'Asie en Amérique, le monde accélère, mais la France depuis des dizaines d'années recule. Affirmant mener une orgueilleuse « résistance » au libéralisme et à la mondialisation, le pouvoir politique de gauche comme de droite a cédé aux nombreux corporatismes que nous voyons une fois de plus à la manœuvre aujourd'hui. L'immobilisme a ruiné le pays et mis un jeune sur quatre au chômage...

Nos gouvernants ont manqué de courage. Ils n'ont su qu'augmenter les déficits publics qui sont devenus une véritable gangrène sociale. La France est réellement devenue une fabrique de pauvres. Lorsque même ceux qui ont suivi un parcours sans faute se retrouvent eux aussi laissés au bord de la route ou sont obligés d'aller chercher un emploi à l'étranger, le doute n'est plus permis. Ce ne sont pas le libéralisme sauvage, la méchante mondialisation et la finance sans visage qui sont les seuls responsables...

Aujourd'hui c'est le libéralisme qui tient lieu de bouc émissaire pour tout ce qui ne va pas. Voilà une revue des idées reçues qui encombrant nos débats depuis trente ans et empoisonnent notre vie politique. Elles sont à l'origine de graves effets pervers dans le domaine de la politique économique, de la politique éducative ou encore de la politique de lutte contre la délinquance...

La gauche privilégie le sociétal dans une société plurielle ...

La position de gauche est exprimée pour l'essentiel dans des magazines et des journaux comme Alternatives Economiques, Le Monde Diplomatique... et aussi par de nombreux professeurs qui enseignent dans les facultés tout en étant membres des Economistes Atterrés, ou

d'Attac...

Le poisson pourrirait par la tête. Nous serions, selon ces économistes éminents, en train de vivre les dernières heures du libéralisme. À travers une analyse biaisée du phénomène de la mondialisation, de nombreuses études montrent les difficultés de la libéralisation des échanges commerciaux dans un système en panne. Les hérauts du libéralisme que sont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale entreraient dans une période de doute...

Le néo-libéralisme a progressivement conquis les élites économiques et administratives, jusqu'à devenir l'idéologie dominante des classes dirigeantes françaises. C'est devenu le combat de la super classe mondiale contre les peuples. En Occident on ne vit plus en démocratie mais en post-démocratie. Les gouvernements ne gouvernent plus mais obéissent aux marchés et aux banques. Les peuples perdent leur souveraineté et leurs libertés. Le messianisme anglo-saxon qui tente partout d'imposer sa conception du monde ne défend plus que les super riches...

La gauche privilégie désormais le «sociétal» au détriment du social, sans souci des catastrophes engendrées dans les classes populaires par l'application forcée des principes du marché. L'individualisme économique a besoin d'un cadre d'épanouissement serait fourni par la société «plurielle» et «progressiste» tant célébrée par la gauche et l'extrême gauche.

La gauche peut donner l'impression d'embrasser la cause libérale. Les raisons peuvent être très nombreuses : déception à l'égard des politiques de gauche, rejet de l'étatisme ou du politiquement correct. Dans certains cas, très rares, il peut s'agir d'une prise de conscience de l'échec des idées socialistes et du succès des thérapies libérales...

La droite est majoritairement anti-libérale

Au nom d'un utopique « modèle social français », des générations de politiques de droite se sont moqués de notre pays et l'ont transformé en un musée de l'étatisme dans un monde de libertés. Victimes de l'autisme idéologique, soutenus par des médias complaisants, les hommes politiques, conseillés presque toujours par des énarques, se sont entêtés à préserver ce « modèle

» de chômage et de déclin économique qui s'est traduit par la réduction du temps de travail, le « partage » du travail et donc la pénurie d'offres d'emplois, la redistribution de richesses inexistantes. Autant de mesures anachroniques qui n'ont contribué qu'à la survie d'une caste de décideurs et à l'apparition de la vraie fracture sociale, entre la catégorie des protégés du système étatique et celle de ceux qui prennent des risques et qui créent des richesses...

Le libéralisme est une pensée de nature philosophique avant d'être économique ou politique. C'est une philosophie morale de la responsabilité individuelle et des justes droits dans l'égalité individuelle de tous - et non pas une plate exaltation de la tolérance molle ou du tout-marché. La frontière entre le libéralisme politique et le libéralisme économique est arbitraire. Ce qu'on appelle « néo-libéralisme » n'a rien de théoriquement nouveau et le prétendu « ultra-libéralisme » ne fait qu'appliquer les principes formulés par les grandes figures du libéralisme classique. . .

Le néo-libéralisme défend le recul de l'intervention étatique dans la sphère sociale, accompagné d'une financiarisation des économies, qui serait responsable d'un creusement des inégalités. On reste dans les arguments idéologiques car les différentes définitions proposées ne concordent pas toujours entre elles, et les composantes théoriques et idéologiques rattachées à ce concept sont assez peu mis en rapport et étudiées...

De Gaulle est allé trop loin avec les communistes. Tant que l'Etat Providence héritage gaulliste n'aura pas été remis en question, le libéralisme restera un leurre. Les gaullistes le protègent comme un fétiche et la gauche comme un totem. Le pacte « gaullien résistancialiste » intervenu après la libération est pourtant le creuset des drames

hexagonaux: l'Etat nurserie, la surpuissance des syndicats, le paritarisme et les milliards gaspillés, la formation professionnelle, l'énarchie, l'interventionisme public, les 22% de fonctionnaires quand la moyenne européenne se situe autour de 15%....

Le libéralisme c'est l'abolition des privilèges L'égalité des chances et la valorisation de la réussite sont des combats infiniment plus beaux que la correction après coup des inégalités. Malheureusement, la droite se laisse dicter ses valeurs par la gauche, délaissant les siennes qui sont pourtant celles du véritable humanisme...

Rome est passée insensiblement en quelques siècles d'un Etat de droit, consubstantiel au libéralisme, au droit de l'Etat qui est la marque du socialisme. Ce passage du libéralisme au socialisme est une leçon antique pour notre temps Cette lente glissade est à l'origine de la décadence puis de la chute de Rome. Le Romain est ainsi passé en trois siècles de l'état de citoyen à celui de sujet avant de devenir esclave ...

La droite classique française est anti-libérale, le monde médiatique et éducatif dont elle fait partie et aussi - et surtout - l'antiaméricanisme de toute une partie de la société française qui nourrit l'anti-libéralisme.

Les dérives du libéralisme doivent être corrigées

L'apparition d'un individualisme consumériste a renversé les fondements politiques de la société. A ce constat interne, s'en ajoute un second, d'ordre externe, qui voit l'arrivée en Europe de populations de confession musulmane. Or, cette arrivée ne se fait pas de manière harmonieuse. L'intégration ou même l'assimilation ne sont éme plus à l'ordre du jour. La situation est telle aujourd'hui que l'on peut la qualifier d'état de « guerre ». L'Europe, et surtout la France, se trouvent dans une position « défensive », devant alors « s'accommoder » avec les musulmans...

La « siliconisation » du monde se produit avec une irrésistible expansion du libéralisme numérique. L'accompagnement permanent de nos existences par les algorithmes n'a rien d'un paradis. Ne laissons pas le « big data » industrialiser nos vies. Des compagnies d'assurance proposent déjà des formules dont le coût varie en fonction du comportement de chaque client. Il faudrait résister à ce libéralisme numérique...

Notre société est encore capable d'agir, de générer des idées et d'y croire. En analysant les opinions qui coexistent dans le paysage politique français, Les luttes sociales actuelles ne sont pas inspirées par une hostilité au libéralisme mais par l'affirmation de droits culturels, en particulier ceux des minorités

Le Medef doit aller plus loin et se remettre en cause. Le comportement de certains « patrons-voyous » ne peut plus être accepté. Tous les efforts ne doivent pas venir des salariés. Le capitalisme français se porte mal car il est toujours imprégné par la lutte des classes. Gauche et Droite se flattent d'être à la fois libérales et sociales alors que nos énarques s'enrichissent en devenant des vedettes du CAC 40, que nos cadres ont désormais les 35 heures et que nos pauvres ont le Smic et le RSA...

Le libéralisme économique a pour fonction de se moderniser régulièrement. Le vieux libéralisme manchestérien du laissez faire, laissez passer qui refusait toute intervention de l'Etat dans l'activité économique a déjà été très largement rénové.

Les responsabilités résident dans le dévoiement des systèmes bancaires et financiers, dans l'incompétence de certains économistes, dans les erreurs politiques graves dictées par la déresponsabilisation et la démagogie d'instances dirigeantes...

Le macronisme n'a pas encore réussi

Le libéralisme et le socialisme semblent s'opposer comme deux philosophies de l'homme et de la société. Pourtant, le socialisme est aussi une philosophie de la liberté. Les accusations portées à l'encontre du libéralisme (égoïsme, individualisme outrancier, précarité salariale, pauvreté, inégalités, etc...) sont injustes et il faudrait réhabiliter le libéralisme comme option politique crédible. C'est ce que tente de faire Emmanuel Macron sans toutefois jamais faire référence au libéralisme.

La révolution moderne implique de réhabiliter la matrice du libéralisme politique rompre avec les postures oppositionnelles de principe qui sont la source du mal français. Valls et Macron sont en privé de vrais défenseurs du social libéralisme. Il s'agit de faire une série de réformes radicalement libérales compensées par une protection sociale réaménagée. Les postures traditionnelles de la société plus ou moins héritières de la lutte des classes sont pour eux de moins en moins pertinentes.

Il faut maintenant donner aux hommes la liberté sans le désordre et le bien être sans la servitude tout en réduisant autant qu'il est humainement possible l'inégalité et l'injustice. Seulement pour régler les problèmes il faut les comprendre et pour les comprendre, il faut les analyser. Ce n'est pas du tout le sentiment que l'on retirait du débat du Président de la République avec les deux « journalistes » que prétendent être Jean Jacques Bourdin et Edwy Plenel.

La seule forme de pensée qui soit conforme aux évangiles c'est après tout le libéralisme. L'honneur du libéralisme a toujours été de protéger les libertés civiques et économiques contre l'empiètement constant du pouvoir politique.